



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société UCAB

1 rue Henri Barbusse
26400 Crest

Référence : 20250611-RAP-DAEN0688
Code AIOT : 0010300025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement UCAB implanté 1 rue Henri Barbusse 26400 Crest. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAB
- 1 rue Henri Barbusse 26400 Crest
- Code AIOT : 0010300025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société UCAB est une coopérative agricole. Le site réalise de la transformation de céréales pour produire de la nutrition animale multi-espèces (70 % pour les volailles).

Le site est composé d'installation de stockage, de broyage/pressage, de mélange et de refroidissement par ventilation d'air.

Un changement capitalistique est en cours pour passer de 2/3 Valsoleil – 1/3 Avril à 50 % chacun au 01/07/2025.

120 000 tonnes d'aliments sont produits par an.

22 employés travaillent sur le site du lundi 5 h au samedi 5 h en 3 x 8.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Suivi APMD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été évoqué, en dehors des points de contrôle, le sujet de la consommation d'eau.

L'exploitant a précisé que de l'eau était utilisée pour l'injection de vapeur d'eau dans les installations.

La consommation annuelle de l'eau du réseau est d'environ 500 m³.

En revanche, un forage est présent mais le compteur n'est pas relevé. **Il est nécessaire que l'exploitant mette en place un relevé du compteur du forage pour connaître la consommation annuelle.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Situation administrative - classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Diagnostic énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Surveillance de l'installation et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Lignes d'équipement de manutention	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Prévention et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-14-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-20	Sans objet
4	Mesures de poussières	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Consignes de sécurité - nouvel incendie	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-24-I	Sans objet
8	Registre incident	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 5	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-16	Sans objet
12	Propreté des locaux – poussières	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le point suite aux dernières inspections et par rapport à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2023.

Les non-conformités liées à cet arrêté sont respectées mais de nombreuses autres non-conformités ont été détectées :

- rubriques ICPE non mises à jour,
- augmentation importante de la capacité de production sans porter à connaissance,
- pas de système de management environnemental malgré l'obligation liée à IED,
- pas de réel plan d'efficacité énergétique,
- pas de personne nommément désignée pour l'exploitation des installations,
- pas de mesures de protection pour limiter les risques d'explosion,
- pas de justification de la disponibilité des moyens d'extinction,
- analyse du risque foudre et étude technique non disponibles...

De plus, certains compléments sont attendus concernant le dossier de réexamen IED (BREF FDM) pour pouvoir clôturer son instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26 mai 1994 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 2260-1 – A – Production d'aliments pour animaux à partir de matières organiques végétales – capacité de production de produits finis = 390 t/j – 3642-2 – A – Transformation de matières premières végétales – capacité de production = 390 t/jour – 4110-2-b – DC – quantité susceptible d'être présente = 130 kg
<p>Constats :</p> <p>Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est classée sous les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Rubrique 3642-2 : capacité de production de 390 t/jour – Autorisation. <u>L'exploitant précise lors de l'inspection que sa capacité de production doit tourner plus autour de 480 t/j avec des pics à 550 t/j.</u> <p>Cette modification est considérée comme notable et l'exploitant n'a pas fourni tous les éléments attendus.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Rubrique 2260-1 : la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 1 347 kW - Enregistrement

– Rubrique 4110-2-b : Substances et mélanges liquides (Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition). Quantité totale susceptible d'être présente = 130 kg – Déclaration avec contrôle (bénéfice d'antériorité)

En revanche, l'exploitant ne s'est pas positionné officiellement sur la mise à jour des rubriques dans la mesure où en page 15 du dossier de réexamen IED d'août 2023, seules les anciennes rubriques sont citées.

De plus, il n'avait pas connaissance de la rubrique 4110 lors de l'inspection. Cette rubrique devait être liée à de l'utilisation d'acide ferrique dans le soja mais cela n'est plus réalisé depuis plusieurs années. Aucune cessation d'activité n'a été réalisée sur la rubrique 4110.

L'inspection a demandé quelques fiches de données de sécurité par échantillonnage :

– Premix NAT TAIN - fiche du 22/12/2023 - mentions de danger : H318 - H317 et H411. Sur site, l'étiquette de ce produit ne mentionne que les mentions de danger H318 et H411. 150 à 200 tonnes de ce produit en poudre stockée en sac sont utilisées chaque année.

– Désinfectant LANXESS TH5 - fiche du 08/10/2024 - mentions de dangers : H290 - H302 - H314 - H318 - H334 - H317 - H400 et H410. Le produit est utilisé en bidon de 220 litres avec la consommation d'environ 1 bidon par mois. Sur site, l'étiquette de ce produit ne mentionne que les mentions de danger H302 - H314 - H317 - H334 et H410.

Un rappel a été fait à l'exploitant lors de l'inspection : la rubrique 1510 a évolué suite aux textes dits « post-lubrizol » en introduisant la notion d'IPD (Installation Pourvue d'une Toiture et dédiée au stockage). Pour déterminer le périmètre pouvant conduire à un classement ICPE au titre de la rubrique 1510, il convient de recenser les IPD puis identifier les différents groupes d'IPD et exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510. Le périmètre final est à prendre en compte au niveau des tonnages et des volumes pour la rubrique 1510. De plus, les stockages liés aux rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 peuvent dorénavant être classés tous en 1510 selon la configuration du site.

L'exploitant n'a pas réalisé l'exercice de recensement.

Les matières combustibles à comptabiliser comprennent les rubriques 4XXX (double classement) ainsi que les contenants et emballages, même vides.

Non-conformité 1 : L'exploitant ne s'est pas positionné sur les rubriques ICPE malgré le dépôt du dossier de réexamen IED en août 2023 et de nombreuses évolutions réglementaires (2260 en kW et non en t/j, pas de positionnement sur la rubrique 1510 et sur les rubriques 4000, pas de cessation d'activité de la rubrique 4110...).

De plus, la capacité de production pour la rubrique 3642-2 est passée de 390 t/j à 480 t/j en moyenne voire 550 t/j et l'exploitant n'a pas déposé de porter à connaissance.

Les mentions de danger présentes sur les étiquettes des produits ne sont pas cohérentes avec celles présentes dans les fiches de données de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner sous 1 mois sur les diverses rubriques ICPE applicables à son établissement.

Il en profitera pour mettre à jour la page 15 de son dossier de réexamen IED.

Pour rappel, l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994 est également applicable à l'établissement et seuls les arrêtés du 13/11/1990 et du 12/04/2017 sont cités dans cette page 15.

L'exploitant doit également déposer un dossier de porter à connaissance sous 3 mois avec tous les éléments d'appréciation pour l'augmentation de la capacité de production sous la rubrique 3642-2.

En parallèle, l'exploitant doit vérifier sous 1 mois que les mentions de dangers des étiquettes des produits et des fiches de données de sécurité sont cohérentes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-20
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de l'inspection précédente :</u></p> <p>Le site contient des produits liquides susceptibles de polluer l'environnement et/ou inflammables tels que les produits de désinfection. Ils sont stockés dans des récipients adaptés aux produits (réservoirs verticaux en PEHD ou cuves fermées) sur une aire de rétention étanche. Le transport et la manipulation se font par des canalisations aériennes principalement en inox.</p> <p>Des fiches réflexes listant les procédures opérationnelles sont à la disposition des employés. Elles illustrent les consignes notamment en situation de travail dégradé.</p> <p>Un état des lieux est réalisé par le personnel selon un calendrier prédéfini en fonction des postes de travail. Concernant les installations de pompes et les compresseurs, elles doivent faire l'objet d'un état des lieux plus approfondi (vérification de conformité et d'étanchéité).</p> <p>Le jour de la visite, certains fûts de désinfection en cours de manutention (livraison) n'étaient pas</p>

placés sur rétention. Il a également été observé la présence d'une rétention à l'air libre contenant de l'eau suite aux pluies survenues avant la visite, ce qui ne permet plus d'assurer son rôle de rétention.

Il conviendra de s'assurer que ce bac est vidé rapidement après chaque pluie ou à défaut de le déplacer pour le mettre à l'abri.

L'exploitant doit s'assurer que les procédures et les consignes de sécurité sont respectées par l'ensemble du personnel et doit procéder à la mise sur rétention de l'ensemble des récipients susceptibles de polluer l'environnement et/ou inflammables.

Constats lors de la présente inspection :

La cuve de TH5 a été déplacée avec son bac de rétention, à l'abri, entre les deux ponts-basculés. Des bacs de rétention ont été commandés et installés sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, MTD 1

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires, Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 10/01/2025

Prescription contrôlée :

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME).

Constats :

Constats lors de la précédente inspection :

Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant s'était engagé à mettre en place un système de management de l'environnement d'ici décembre 2023.

Au jour de la visite, le site ne dispose pas de SME détaillé mais dispose de procédures écrites (consignes d'exploitation sur chaque ligne de fabrication, consignes de sécurité sur l'ensemble du site, mise en place d'indicateurs énergétiques et de consommation d'eau, programme de maintenance...). Un diagnostic de performance énergétique, dans la cadre du projet de certification est à l'étude, les résultats de ce bilan devront être communiqués à l'inspection des installations classées ou intégrés au SME selon sa réalisation.

Il est à noter que la société UCAB fait partie du groupe « VALSOLEIL » qui s'est doté au 1er décembre 2023 d'un responsable qualité (HSE) afin de mettre en place un SME auditable (ISO 14001 ou autre).

L'exploitant doit rédiger un SME sous 6 mois. Les dispositions mises en place feront l'objet d'une mise à jour dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Constats lors de la présente inspection :

Une politique environnementale a été signée mais ce document n'est pas utilisé ni suivi.

De plus, le système de management environnemental (SME) n'a toujours pas été mis en place.

L'exploitant devait réaliser une évaluation des risques environnementaux au mois de juin 2025.

Non-conformité 2 : Conformément à la MTD liée à la directive IED, l'exploitant n'a pas mis en

<p>place ni appliqué un système de management environnemental sur son site.</p> <p>L'exploitant a expliqué que de nombreux changements étaient en cours sur le site depuis la reprise du capital. Il se fait dorénavant aider du groupe SANDERS.</p> <p>Une mise en demeure n'est pas proposée immédiatement mais un ultime délai de 3 mois est autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 4 : Mesures de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires, Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions dans l'air doivent respecter les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :</p> <p>Broyage : 10 mg/Nm³ – Une fois par an</p> <p>Refroidissement de granulés : 20 mg/Nm³ – Une fois par an</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la précédente inspection :</u></p> <p>Le site fait exclusivement du broyage et du refroidissement de granulés pour la fabrication d'aliments pour animaux. Les sorties des 4 presses sont équipées de filtres.</p> <p>La dernière campagne de mesure en 2017 ne montrait pas de dépassement des seuils.</p> <p>L'exploitant a procédé à des mesures en octobre 2023.</p> <p>Il est à noter que les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/05/1994 et celles de l'arrêté ministériel du 22/10/18 prévoyaient au maximum une mesure de poussières totales par un organisme agréé tous les trois ans.</p> <p><u>L'arrêté ministériel du 27 février 2020 (BREF FDM) prévoit une analyse obligatoire annuelle.</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures sous 1 mois.</p> <p>Cette prescription sera mise à jour ultérieurement dans le cadre de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p><u>Constats lors de la présente inspection :</u></p> <p>L'exploitant avait transmis le devis réalisé par la société IRH le 29/06/2023.</p> <p>Au final, le contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé par la société DEKRA du 2 au 3 décembre 2024.</p> <p>Les résultats au niveau des 4 filtres-presses et des 2 broyeurs sont conformes.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le contrôle des émissions atmosphériques doit bien être réalisé annuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Diagnostic énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation énergie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p>
Constats : <p><u>Constat lors de la précédente inspection :</u></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'efficacité énergétique bien que de nombreuses techniques soient couramment appliquées sur le site : la régulation et le contrôle du brûleur de la chaudière. La récupération de chaleur est réalisée avec des échangeurs thermiques avec l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur. Le site dispose déjà d'un ratio annuel de consommation d'énergie par rapport à la tonne de produit. Ce dernier est de 0,036 pour un niveau de performance à atteindre, pour la production d'aliments composés pour animaux, compris entre 0,01 et 0,1 MWh/t.</p> <p>Le plan d'efficacité énergétique doit être réalisé dans le cadre du SME.</p> <p><u>Constat lors de la présente inspection :</u></p> <p>L'exploitant suit au quotidien le ratio de consommation d'énergie par rapport à la tonne produit. Au 31/03/2025, le ratio était de 0,06467443 MWh/t à fin décembre 2024. Ce ratio est conforme car compris entre 0,01 et 0,1.</p> <p>En revanche, un plan d'efficacité énergétique n'existe pas réellement en tant que tel et n'est pas intégré au SME qui n'existe pas à ce jour.</p> <p>Non-conformité 3 : Un plan d'efficacité énergétique n'est pas intégré dans le système de management environnemental.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit intégrer un plan d'efficacité énergétique à son futur SME sous 3 mois.</p> <p>Ce plan consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Surveillance de l'installation et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-21
Thème(s) : Risques accidentels, Risques et formation
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de la précédente inspection :</u></p> <p>Le personnel dispose de formation, en fonction de son poste de travail, relative aux secours. Dans le point de contrôle précédent, il a été constaté la présence de produit susceptible de polluer l'environnement, toutefois le personnel n'est pas formé aux risques chimiques.</p> <p>Il conviendra de procéder à la formation du personnel aux risques chimiques sous 3 mois.</p> <p><u>Constats lors de la présente inspection :</u></p> <p>Une formation risque chimique a été réalisée pour le personnel les 6 et 13 mars 2025.</p> <p>En revanche, aucune personne n'est nommément désignée par l'exploitant pour surveiller l'exploitation.</p> <p>Non-conformité 4 : L'exploitation ne se fait pas sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant désigne une personne pour surveiller l'exploitation sous 1 mois.</p> <p>Il s'assure ensuite que cette personne est spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 7 : Consignes de sécurité - nouvel incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-24-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent la liste des contrôles à effectuer en marche normale, au démarrage, lors de nettoyages, de périodes de maintenance, en fonctionnement dégradé, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est interdit de fumer dans l'ensemble des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 08/11/2022 :</u></p> <p>Des consignes d'exploitation et de sécurité ont été définies pour la chaudière vapeur.</p> <p>En ce qui concerne la production, les lignes sont entièrement automatisées. Les anomalies sont</p>

gérées par le logiciel de supervision.

A titre d'exemple, le 31 octobre 2022, des granulés compactés par une presse sont montés en température jusqu'à devenir incandescents, ce qui a généré une fumée épaisse. Le niveau de température anormalement élevé a été détecté. La ventilation a été coupée automatiquement. Une alarme visuelle est apparue sur la supervision.

Si une partie des procédures est directement intégrée à la supervision, celles concernant la conduite à tenir en cas de déclenchement d'alarme mériteraient d'être mises en place.

Par ailleurs, une alarme visuelle paraît insuffisante puisque l'opérateur en salle de supervision peut être occupé et ne pas s'en apercevoir. L'inspection demande donc à l'exploitant de rajouter une alarme sonore lorsque une anomalie peut dériver en incident plus sérieux.

L'exploitant devra procéder à une analyse de son process afin d'identifier les cas correspondant à une anomalie de fonctionnement de sa ligne de fabrication (température anormale, ...) et élaborer les procédures associées.

==> arrêté préfectoral de mise en demeure notifié le 10/02/2023.

Constats lors de la présente inspection :

L'exploitant a fourni des éléments de réponse complets et détaillés en juin 2023.

Les consignes de sécurité sont rédigées, tenues à jour et présentes sur le site. La mise en demeure est respectée.

Un nouvel incendie a été déclaré par l'exploitant récemment au niveau du refroidisseur de la presse 2 dans la nuit du 25 au 26 février 2025.

Cet incident est arrivé au moment du roulement entre les deux équipes et était lié à un problème de recyclage des fines (même problème qu'en 2022).

Au moment de la fin du lot au niveau de la presse 2, le recyclage des fines a été trop court et elles sont restées 40 à 50 minutes jusqu'au nouveau lot.

Au niveau du logiciel de supervision, les défauts étaient bien remontés mais à 2h22, l'opérateur a tenté de redémarrer tout de même.

De nouveaux défauts sont arrivés de 4h09 à 4h41 (personne n'est repassé vers le synoptique) et la relève a eu lieu à 5 h.

L'alarme sonore n'a pas déclenché. Elle est installée depuis 2022 mais des soucis de câblage ont été détectés.

L'exploitant a mis en œuvre plusieurs actions correctives et préventives depuis ces deux accidents :

- temporisation modifiée pour éviter le retour de fines,
- évacuation des fines de manière plus régulière,
- temps de recyclage adapté en fonction de l'intensité de la presse...

L'exploitant est en train de chiffrer la mise en place d'un refroidissement avec rampe d'extinction pour les 4 presses concernées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie doit être consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit réaliser annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition d'accidents. Cette analyse doit être tenue à la disposition de l'inspection

des installations classées.
Constats : <u>Constats lors de l'inspection du 08/11/2022 :</u> Un registre sécurité a été mis en place concernant les équipements de prévention et défense incendie. Il rassemble les éléments relatifs aux dernières vérifications des RIA (17/05/22), extincteurs (17/05/22 par EUROFEU SERVICES), alarmes SSI (02/06/21 par SECURITE VOL FEU), Eclairage sécurité (17/05/22 par EUROFEU). En revanche, les éléments précurseurs tels que celui du 31/10/22 qui a généré de la fumée ne sont pas consignés. L'exploitant doit consigner ces évènements. ==> arrêté préfectoral de mise en demeure notifié à l'exploitant le 10/02/2023 <u>Constats lors de la présente inspection :</u> Les évènements du 31/10/2022 et du 26/02/2025 sont bien consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection. Une analyse des causes pour ces deux incidents a bien été réalisée. <u>La mise en demeure est respectée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-16
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : L'exploitant a montré le rapport de vérification des installations électriques de la société ALPES Contrôles du 03/12/2024. La vérification a été complète et 29 observations ont été détectées. L'exploitant réalise le suivi des non-conformités mais du retard a été pris suite à la démission du responsable maintenance en juin 2024, non remplacé à ce jour. Un électricien a été recruté depuis octobre 2024. L'exploitant a également montré le rapport de vérification d'une installation électrique par thermographie infrarouge de la société ALPES contrôles du 03/12/2024. 4 anomalies ont été détectées et 3 sont d'ores et déjà traitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Lignes d'équipement de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux installations permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

<p>Les lignes d'équipements de manutention (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, séparateurs, broyeurs) sont au minimum rendues aussi étanches que possible et sont équipées d'une aspiration ou sont mises en dépression, afin de limiter les émissions de poussières inflammables.</p> <p>Dans le cas où l'étanchéité des équipements ne serait pas techniquement réalisable, d'autres moyens techniques adaptés permettant de limiter les émissions de poussières peuvent être autorisés par le préfet après justification.</p> <p>L'exploitant remet également une étude technico-économique proposant des moyens techniques pour réduire les effets des explosions et éviter leur propagation par :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la mise en place de surfaces éventables ou un dimensionnement des équipements qui résiste à l'explosion ou la mise en place de dispositifs de suppression de l'explosion ; – la mise en place d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou la pose d'un dispositif d'isolation de l'explosion. <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a jamais travaillé sur ce sujet.</p> <p>Seuls certains élévateurs possèdent une aspiration.</p> <p>Non-conformité 5 : L'exploitant n'a pas mis en place les mesures de protection adaptées aux installations permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se positionne sous 3 mois sur l'article 12 de l'arrêté ministériel du 18/02/2010.</p> <p>Il propose en parallèle un plan d'actions pour rendre ses installations conformes. La mise en conformité ne pourra pas excéder 1 an.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 11 : Prévention et moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-14-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b) Une ou des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux

angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.

L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.

Constats :

Constats lors de l'inspection du 08/11/2022 :

Le site est pourvu d'extincteurs et RIA qui ont d'ailleurs fait l'objet de vérifications.

Néanmoins, les débits des poteaux incendie ne sont pas connus. Les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et les stratégies d'intervention de l'exploitant en cas de sinistre ne sont pas définies.

L'exploitant est tenu de constituer un dossier relatif à la défense incendie qui comportera l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 13 de l'arrêté du 18/02/10 et un plan à jour définissant les zones à risque et les moyens de défense.

==> un arrêté préfectoral de mise en demeure a été notifié le 10/02/2023 qui demandait de rédiger des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.

Constats lors de la présente inspection :

Les procédures ont bien été rédigées. Une procédure en cas d'incendie ou d'explosion (SEC-PRO-03) a été créée le 22/03/2023. Cette procédure est peu détaillée et rappelle juste des éléments assez basiques.

En revanche, l'exploitant ne réalise toujours aucun suivi au niveau des poteaux incendie. L'article 1.5.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 26 mai 1994 précise que deux poteaux d'incendie protègent l'installation (débit de 1 000 l/min).

L'arrêté ministériel du 22/10/2018 précise que les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.

Non-conformité 7 : L'exploitant ne dispose pas de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'exploitant ne peut pas justifier que l'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.

Une étude N4 de conformité des extincteurs a été réalisée par GSB Sécurité Incendie le 26/12/2013. Cette étude conclut que tout est ok concernant les extincteurs.

Les extincteurs ont été contrôlés le 06/02/2025 par la société ARDROM.

Les RIA ont été contrôlés le 09/02/2025 par la société ARDROM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir sous 1 mois la justification :

- de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau,
- que l'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 12 : Propreté des locaux - poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article II-10
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
Prescription contrôlée : Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Chaque semaine, une équipe de 1 à 2 personnes s'occupe du nettoyage du site. Un audit de nettoyage est réalisé chaque mois principalement dans les zones prioritaires. Cet audit est tracé mais aucun réel suivi n'est réalisé ensuite. L'exploitant utilise des aspirateurs. Le site était légèrement empoussiéré lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est bien applicable aux installations existantes selon l'article 54 de l'arrêté ministériel du 22/10/2018.
Constats : Un devis auprès de la société AFCAM a été montré par l'exploitant pour réaliser l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre le cas échéant. Un paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) est d'ores et déjà présent sur le site mais l'installation est ancienne et le compteur n'est pas visible. L'exploitant souhaite remettre à plat toute la partie foudre de son site. Non-conformité 8 : L'exploitant ne possède pas une analyse du risque foudre ainsi qu'une étude technique foudre le cas échéant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre le cas échéant. En cas de travaux à réaliser, ceux-ci seront faits dans un délai n'excédant pas 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective